

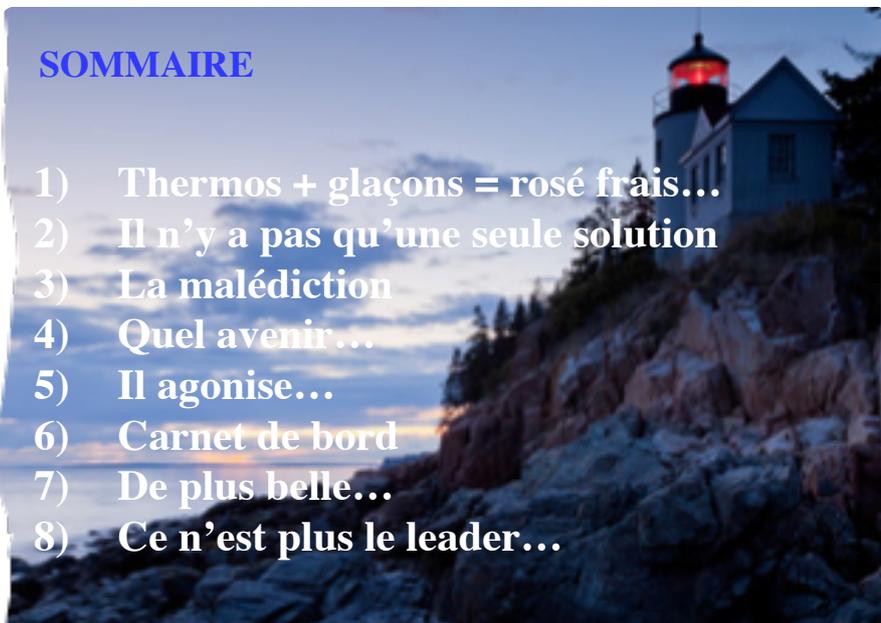
LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 27 JANVIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Thermos + glaçons = rosé frais...
- 2) Il n'y a pas qu'une seule solution
- 3) La malédiction
- 4) Quel avenir...
- 5) Il agonise...
- 6) Carnet de bord
- 7) De plus belle...
- 8) Ce n'est plus le leader...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Boom du vin rosé en France, les producteurs peinent à suivre



Les importations françaises de vin rosé ont doublé entre 2002 et 2012 | Reuters

Depuis 1990, la consommation, de vins rosés a triplé dans l'Hexagone, premier consommateur mondial devant les États-Unis. Les Français boivent tellement de vins qu'ils sont obligés d'en importer près d'un quart, notamment d'Espagne.

En vins rosés, **la France est championne**. Le pays est premier pays producteur et consommateur mais surtout premier importateur. Une étude de l'Observatoire mondial des vins rosés publiée vendredi constate ainsi que le marché français des vins rosés reste déficitaire.

La consommation de rosés en France a triplé en 20 ans

Depuis 1990, la consommation, de vins rosés a explosé dans l'Hexagone rapporte l'étude pilotée conjointement par FranceAgriMer et le Conseil interprofessionnel des Vins de Provence (CIVP). Ils représentent désormais 27% de la consommation totale de vins, soit trois fois plus qu'à l'époque.

Avec environ 8,1 millions d'hectolitres (soit 810 millions de litres), le marché français représente même plus d'un tiers (36%) de la consommation mondiale de ces vins, devant les États-Unis.

Une demande que les viticulteurs français n'arrivent pas à satisfaire seuls malgré une production de plus de 6,3 millions d'hectolitres de rosé par an, d'après l'Observatoire. La France a pourtant vu sa production progresser de 24% entre 2002 et 2012, mais celle-ci reste insuffisante.

L'Espagne, premier fournisseur

Pour combler ce manque, les importations françaises de vin rosé ont doublé entre 2002 et 2012. Avec près de 2 millions d'hectolitres de rosé, elles représentent désormais près d'un quart de la consommation française, même si le vin importé est parfois destiné à l'export selon l'étude. Elle détaille d'ailleurs que les rosés espagnols, le pays étant le deuxième plus gros exportateur derrière l'Italie, en constituent une large partie.

"La production française ne permettant pas de satisfaire la demande nationale, la France a recours aux importations en compléments de gamme, notamment sur les vins premiers prix."

Une situation qui risque de perdurer puisque la production de vins rosés a diminué de 3% entre 2011 et 2012 (contre 16% pour l'ensemble des vins) alors que la demande a progressé.

II) «Il est l'heure de l'alternance européenne»

Cécile DUFLOT (Députée EE-LV, ex-ministre de l'Égalité des territoires et du Logement)



Cécile Duflot (au centre) en soutien à Syriza le 19 janvier à Paris, avec Clémentine Autain, Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent (Photo Albert Facelly pour «Libération».)

La première bonne nouvelle grecque, c'est de faire renaître un vrai débat européen. La Grèce n'est pas un pays parmi d'autres et il ne s'agit pas d'une élection entre mille. Vouloir réduire la victoire de Syriza à un télescopage franco-français ou à son duplicata sur notre scène politique serait une immense erreur. La Grèce a une place historique, connue de tous, berceau de la démocratie, elle est le foyer de la civilisation européenne et a livré bien des mots de notre dictionnaire. Plus récemment, elle a été le laboratoire, puis le déclencheur des politiques d'austérité européenne. C'est après l'attaque spéculative sur la dette grecque de 2010 que s'est enclenchée la spirale austéritaire.

Dans un étonnant consensus forgé sur l'obsession de la dette, Angela Merkel avait alors obtenu de manière répétée des mesures absurdes et périlleuses pour l'économie et la société grecque. Les plans d'austérité se sont succédé, élaborés par une Troïka qui a fait de son remède aux maux économiques, un véritable poison. Sur le modèle des politiques d'ajustement structurelles menées en Amérique latine par le FMI, les conséquences furent dramatiques. Explosion de la mortalité infantile, appauvrissement généralisé, démantèlement des structures sociales et atteintes majeures à l'environnement ont été les principales conséquences de ces cures. C'est à partir de ce modèle que cette thérapie de choc a ensuite été généralisée et appliquée à d'autres pays européens. La victoire de Syriza nous donne la possibilité d'en finir avec ce cycle infernal. Elle se déroule par ailleurs à un moment où la prise de

conscience des dégâts de l'austérité se généralise. Alors que les experts européens et mondiaux appellent tous l'Union à changer de politique, un nouveau consensus peut naître. Mario Draghi vient de rompre avec les dogmes de la Banque centrale européenne. L'Union européenne pourrait en finir avec les dogmes du pacte de stabilité. L'élection grecque ouvre enfin une brèche dans le glacié libéral.

Ne pas tomber dans le piège traditionnel de la gauche

Le succès de Syriza est devenu une responsabilité européenne. La France aura un rôle particulier à jouer : celui d'être le premier soutien du changement grec. Dans les jours qui viennent, Alexis Tsipras va chercher à renégocier cette dette. Nous devons engager une vaste campagne européenne pour que les gouvernements nationaux acceptent les propositions grecques. L'Europe ne doit pas barguigner, ni se chercher d'excuses. On aurait tort d'oublier qu'en 1953, réunis à Londres, les principaux chefs d'États n'avaient pas hésité à effacer une bonne partie de la dette allemande pour permettre la reconstruction. La demande grecque est celle d'une renégociation et non d'un effacement de la dette. Nous devons soutenir cette revendication. Nous devons aussi appuyer les réformes que souhaite porter ce nouveau gouvernement : la mise en place d'un cadastre, la lutte contre l'évasion fiscale et le contrôle tant des armateurs que de l'Église.

Nous devons aider la Grèce, mais nous devons aussi l'inviter à ne pas tomber dans le piège traditionnel de la gauche. A une politique absurde d'austérité ne doit pas succéder une politique aveugle de relance. Tant les enjeux environnementaux que la lutte contre la pauvreté sont au cœur des urgences grecques. Que M. Tsipras ne s'enferme pas dans une course mystique à la croissance et fasse le choix d'une politique ciblée d'investissements. A quelques mois de la Conférence climat, il serait par exemple fort dommage que ce nouveau gouvernement privilégie le choix d'ouvrir des centrales à charbon plutôt que d'engager une véritable transition énergétique. A l'épreuve du pouvoir, tel sera le plus grand défi de Syriza, celui de bâtir un nouveau modèle de développement qui mise sur le partage et la coopération, plutôt que sur la concurrence.

Nous avons ainsi l'occasion de faire la preuve que l'Europe n'est pas congelée dans le libéralisme,

mais peut faire des choix politiques audacieux. Nous pourrons enfin passer d'une construction européenne tournée vers la stabilité financière à une conscience européenne basée sur la solidarité. Sur ces fondements, nous pourrons bâtir enfin les Etats-Unis d'Europe. Des mesures immédiates peuvent être prises à commencer par la mutualisation des dettes et une véritable transition énergétique. La relance écologique peut être un véritable horizon de sortie de crise pour ce projet européen. Tel est le sens de cette excellente nouvelle grecque : il est l'heure d'une alternance européenne. Elle a démarré à Athènes. Elle ne fait que commencer. Nous devons tout faire pour l'appuyer.

liberation.fr-Cécile DUFLLOT (Députée EE-LV, ex-ministre de l'Egalité des territoires et du Logement)

III) Grèce: Tsipras appelle à en finir avec le «cercle vicieux de l'austérité»

Par Amélie Poinssot

Syriza remporte haut la main les élections législatives en Grèce, avec un score de 36,34 % des voix, plus de huit points devant la droite de Nouvelle Démocratie (27,81 %). S'il rate à deux sièges près la majorité absolue à l'assemblée, il a annoncé dès ce lundi matin un accord avec le petit parti de droite Grec indépendant. Pour les Grecs qui fêtaient la victoire dimanche soir, c'est un tournant qui dépasse largement les frontières de leur pays.

Athènes, de notre envoyée spéciale.- « Un énorme espoir », « une lourde responsabilité », « la seule solution » : pour les électeurs de gauche rassemblés dans le centre d'Athènes ce dimanche soir, Syriza vainqueur du scrutin, c'est tout cela à la fois. La promesse de jours meilleurs, de difficiles négociations à venir au niveau européen, et la conséquence logique de l'impasse dans laquelle s'étaient fourvoyés le gouvernement Samaras et ses prédécesseurs.

Devant l'ancienne université de la capitale, à quelques encablures du parlement, une foule de plusieurs milliers de personnes s'est rassemblée dans l'attente du discours d'Alexis Tsipras, le chef de Syriza et désormais futur premier ministre de Grèce. Les explosions de joie fusent çà et là,

les drapeaux dansent, on s'embrasse de tous côtés. Combien de fois a-t-on vu passer en ce même endroit des cortèges anti-austérité, des visages abattus, des personnes en colère ? Ce dimanche soir, c'est l'optimisme qui l'a emporté.

Fotini Marfariti, professeur d'université, est venue là avec quelques-uns de ses amis. « J'ai fait un choix tout à fait rationnel et conscient en votant Syriza. Je crois en sa capacité de négociation pour effacer une partie de la dette, car je crois aussi en la volonté de l'Europe de changer son modèle d'austérité. À part peut-être en Allemagne, j'ai plutôt l'impression que de nombreux partis européens, y compris conservateurs, cherchent à sortir de l'impasse. »



Au kiosque électoral de Syriza dimanche soir © Amélie Poinssot

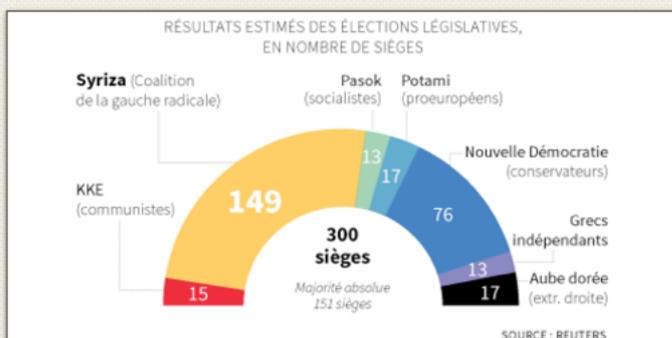
Pour Elli Leptourgou, « c'est un soulagement. On en a terminé avec ces dirigeants qui n'étaient vraiment pas sérieux. PASOK et Nouvelle Démocratie ont gaspillé énormément d'argent ! ». Retraitée, Elli a été particulièrement choquée par la manière dont Nouvelle Démocratie a mené campagne : « La droite a vraiment voulu faire peur aux personnes âgées, qui constituent une part prépondérante de l'électorat grec puisque nous sommes un pays vieux. C'était par ailleurs très hypocrite car les retraites risquaient de baisser encore avec de nouvelles mesures que Nouvelle Démocratie allait prendre si elle était restée au pouvoir... »

Maria Marmataki, elle, n'en a pas fermé l'œil la nuit précédente tant la victoire était proche. Cette étudiante en est convaincue : « Ce résultat peut provoquer une vague au niveau européen. » C'est bien ce qu'espèrent d'autres étudiants venus, eux, de l'autre côté de la mer Ionienne : Gian Luca Batzu et Matteo Dartagnan sont arrivés d'Italie la veille pour soutenir Syriza, avec une impressionnante délégation de la coalition « l'Altra Europa con Tsipras », une tentative de reconstitution d'une gauche alternative en Italie

formée à l'occasion des élections européennes : « Ce soir, nous voyons ici l'Europe en marche. Un changement en Grèce, c'est un changement pour tout le continent. Le succès de Syriza va aider les gauches européennes à progresser, et particulièrement en Italie. » D'autres délégations sont présentes, notamment de France (Front de gauche et EELV), d'Espagne, du Portugal, mais aussi d'Europe du Nord et d'Allemagne en particulier (Die Linke).

Dans la foule, nous croisons une jeune élue Syriza à la mairie d'Athènes, Elthina Angelopoulou, conseillère municipale depuis mai dernier. « J'ai encore du mal à y croire. Après tant d'années de militantisme sur le terrain... On a vraiment réussi ces dernières années à conquérir les électeurs un à un. Je me rappelle encore, et ce n'est pas si loin, les scrutins où nous n'étions même pas sûrs d'entrer au parlement ! » C'est en 2004 que Syriza se forme comme une coalition rassemblant différents courants de la gauche grecque : eurocommunistes, radicaux, écologistes, trotskistes... Il obtient alors un petit 3,3 % des voix... et décroche six sièges de députés au parlement.

Onze ans plus tard, ce dimanche 25 janvier, le parti aura donc plus que décuplé son score : il a recueilli 36,34 % des suffrages, ce qui lui donne un total de 149 sièges sur 300 à l'assemblée, compte tenu de la prime de 50 députés accordée au parti vainqueur du scrutin. Il manque de deux sièges la majorité absolue. Une coalition avec un parti s'avérait donc nécessaire.



« Une victoire de tous les peuples européens »

De fait, dès ce lundi matin, Tsipras a annoncé, à l'issue d'une rencontre avec le leader du petit parti Grec indépendant (4,75 %, 13 députés), qu'un accord avait été trouvé. Ce parti nationaliste et anti-austérité, issu d'une scission avec Nouvelle Démocratie en 2012, partage avec Syriza la volonté de sortir du régime des « mémorandums ». Les deux partis sont pourtant aux antipodes en

termes de politique d'immigration et de sécurité, mais cette coalition qui paraît en d'autres circonstances contre nature est celle qui avait été avancée le plus sérieusement par les cadres de Syriza ces dernières semaines (lire notamment notre reportage sur la campagne électorale).

Un communiqué de Syriza tombé au milieu de la nuit évoquait déjà le « soutien » et la « collaboration probable dans un nouveau gouvernement » de ce parti, signifiant qu'il pourrait obtenir un ministère. Alexis Tsipras a également prévu de rencontrer rapidement les chefs du parti centriste La Rivière (6,05 %, 17 députés) et du Parti communiste (5,47 %, 15 députés). La formation du nouvel exécutif est attendue dès ce mardi ou mercredi au plus tard.



Musique et danse improvisée devant le kiosque électoral de Syriza en fin de soirée © Amélie Poinsot

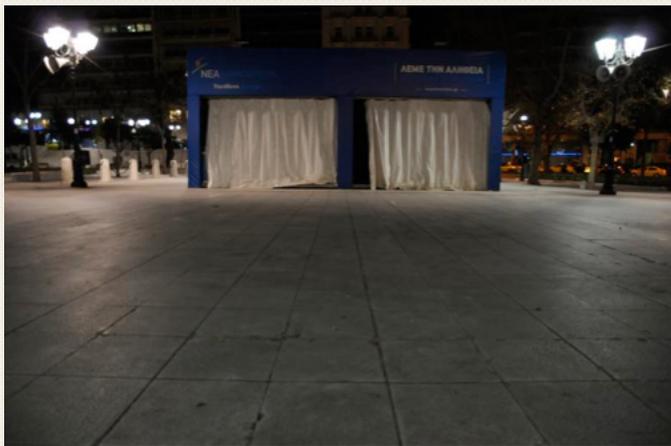
Mais dimanche soir, pour la foule, l'heure n'était pas aux tractations politiques. « Aujourd'hui le peuple a écrit l'histoire, a lancé Alexis Tsipras devant une foule compacte vers onze heures du soir devant l'ancienne université d'Athènes. « La Grèce laisse derrière elle l'austérité, la peur, l'autoritarisme. Elle laisse derrière elle cinq ans d'humiliation et de tristesse. »

Le peuple, a poursuivi le chef de Syriza, « nous a donné un mandat pour la renaissance nationale et la reconquête de la cohésion sociale de notre patrie (...) Notre victoire est en même temps la victoire de tous les peuples européens qui se battent contre l'austérité qui détruit notre avenir européen commun. (...) Je veux vous assurer que le nouveau gouvernement grec sera prêt à collaborer et à négocier pour la première fois avec nos partenaires pour une solution juste, profitable pour tous, et viable, afin que la Grèce sorte du cercle vicieux du surendettement, afin que l'Europe revienne vers la stabilité, la croissance, la cohésion sociale, les principes et les valeurs qui constituaient ses principes et valeurs fondateurs,

tels que la démocratie et la solidarité. »

Sous les applaudissements et les cris de joie, Alexis Tsipras salue chaleureusement la foule. « People have the power » de Patti Smith résonne dans les haut-parleurs. Les résultats ne sont pas encore définitifs, quelque trois quarts des bulletins ont été dépouillés à ce moment-là, mais la tendance ne devrait plus bouger : victoire écrasante de Syriza, plus de huit points d'écart avec Nouvelle Démocratie.

Le chef de la droite Antonis Samaras s'était exprimé une demi-heure plus tôt depuis le palais Zappeion, le bâtiment officiel des événements électoraux grecs. Dans le kiosque électoral de Syriza, planté face à l'ancienne université et plein à craquer de militants depuis la fermeture des bureaux de vote, la retransmission à la télévision de l'allocution du premier ministre sortant est à peine audible sous les sifflements. « Nous avons commis des erreurs, s'est-il justifié, mais nous avons évité le pire. La Grèce est aujourd'hui un pays sérieux, sûr et sans déficit. Nous avons mis le pays sur le bon chemin pour sortir de la crise. J'ai dirigé le gouvernement d'un pays de l'Union européenne, nous l'avons maintenu au sein de l'Union européenne, et j'espère que le prochain gouvernement suivra le même chemin. »



Le kiosque électoral de Nouvelle Démocratie, en fin de soirée dimanche
© Amélie Poinssot

Au même moment, l'agitation est à son comble au siège de Syriza, place Koumoundourou, à un quart d'heure à pied de là. Pour la première fois, ce parti qui, à l'exception de mandats locaux, n'avait jamais accédé au pouvoir, va diriger l'exécutif du pays. Dans le bureau de Tsipras, au septième étage, plusieurs personnes se pressent. Il y a notamment l'économiste Yannis Varoufakis (que Mediapart avait interviewé en décembre, article à retrouver ici), qui partira parmi les derniers, dans la foulée de Tsipras, signe qu'il est bien placé pour obtenir l'un des deux portefeuilles

stratégiques du nouvel exécutif, finances ou économie et développement.

Il y a aussi Konstantin Tsoukalas, sociologue éminent, tête de liste du parti sur la liste « d'État » (une liste hors circonscription), et dont le nom circule pour le ministère de l'éducation. Comme beaucoup, il est surpris par l'avance de Syriza sur le parti de gouvernement : « C'est une victoire encore plus spectaculaire que celle que l'on imaginait, explique-t-il à Mediapart. On ne s'attendait pas à une différence si importante avec Nouvelle Démocratie. »

Mais passé l'euphorie de la victoire, il va falloir rapidement se mettre au travail : « Sur le front intérieur, il faut traiter une crise humanitaire en toute urgence, et au niveau européen, la lutte sera longue et difficile. Mais cette victoire de Syriza peut mener à un changement des équilibres au niveau européen. Les politiques à sens unique du système européen depuis quinze ans pourraient changer. Pour la première fois depuis des années, je suis optimiste. Cette victoire nous permet d'imaginer un moyen de pression et d'agir avec une opinion publique européenne qui me paraît prête à penser en d'autres termes que l'austérité. »

Ce dimanche soir, tout le monde semble oublier que le parti néonazi Aube dorée, dont plusieurs dizaines de membres sont actuellement poursuivis par la justice, arrive en troisième position. Il comptera 17 députés dans le prochain parlement. Mais ce n'est pas le moment de s'interroger sur le sens de ce vote ni de jouer les pessimistes ; dans la foule, on a plutôt envie de se tourner vers des lendemains qui chantent. Tel cet électeur croisé parmi les sympathisants rassemblés dans le centre d'Athènes, Thanos Likourias. « Cette victoire de Syriza, c'est un premier pas immense. Mais c'est un premier pas. D'autres arriveront, encore plus beaux. »

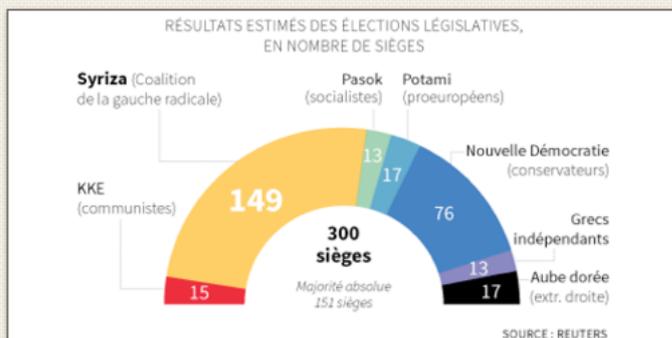
mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Les questions que vous vous posez après la victoire de Syriza en Grèce

Le Monde Par Les Décodeurs

C'est une nouvelle ère politique qui s'ouvre en Grèce, et peut-être en Europe, avec la victoire du parti de gauche radicale Syriza. C'est la première fois qu'une formation qui s'oppose aux politiques d'austérité menée par Bruxelles dirige un pays. Après un certain vent d'espoir, salué par de nombreuses formations politiques, se posent les



La victoire du parti de gauche radicale est historique parce qu'elle se conjugue avec le recul des grands partis traditionnels, les conservateurs de Nouvelle Démocratie – qui obtiennent 76 sièges – et les socialistes du Pasok, qui n'obtient que 4,88 % des voix et 13 sièges, mettant fin à quarante ans de bipartisme dans le pays.

Syriza n'ayant pas obtenu la majorité absolue au Parlement – 149 sièges au lieu des 151 requis –, elle doit mettre en place des alliances ou une coalition, qui ne se négocieront pas avec les grands partis traditionnels, mais avec une ou plusieurs des autres formations qui ont dépassé le seuil des 3 % des voix nécessaires pour avoir des élus.

C'est avec le parti de droite souverainiste Grecs indépendants AN.EL qu'un accord de gouvernement se dessinait lundi matin. « Nous allons donner un vote de confiance au nouveau premier ministre, Alexis Tsipras », a affirmé Panos Kammenos, président de cette petite formation. M. Tsipras est devenu le premier ministre le plus jeune du pays en plus d'un siècle lors d'une cérémonie lundi après-midi.

Une consultation avec les centristes de To Potami est également envisagée, représentant une option d'alliance plus modérée vis-à-vis de l'Union européenne (UE). Aucun rendez-vous n'a

cependant été fixé avec eux, pas plus qu'avec les communistes du KKE, avec lesquels M. Tsipras souhaite discuter, bien qu'ils aient régulièrement exclu toute alliance.

Quel sera le rapport de force avec l'Union européenne ?



Même si Alexis Tsipras a promis de maintenir son pays dans la zone euro, évitant ainsi la « Grexit », et s'il a modéré son discours ces dernières semaines, sa nomination comme premier ministre constitue la remise en question la plus marquée de la méthode de gestion de crise adoptée par l'UE depuis plusieurs années.

Le plus gros dossier qui sera au menu des pourparlers avec la « troïka » de créanciers est le remboursement de la dette publique grecque, qui atteint 321,7 milliards d'euros (175 % du PIB), et sur les conditions du versement de plus de 7 milliards d'euros d'aides financières dont la Grèce a besoin au cours des mois à venir car elle est encore incapable de lever des capitaux sur les marchés.

Les mises en garde des responsables européens n'ont pas tardé à tomber lundi. Ainsi de la Banque centrale européenne (BCE), qui a déclaré :

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Le PS a perdu sa majorité absolue à l'Assemblée en deux ans et demi

Le HuffPost | Par Geoffroy Clavel



Le président du groupe socialiste Bruno Le Roux a vu le nombre de ses élus chuter drastiquement depuis 2012, ce qui a coûté au PS sa majorité absolue. | Avec AFP

Comme une peau de chagrin. Tandis que la gauche radicale s'organise pour réunir une majorité absolue au Parlement grec, le Parti socialiste a officiellement perdu la sienne à l'Assemblée nationale. Avec le départ d'un des siens, Jean-Pierre Maggi vers le groupe RRDP des radicaux de gauche, le groupe du PS, le SRC (Socialiste, républicain et citoyen), tombe sous la barre symbolique des 289 députés (sur 577 députés au total) pour la première fois du quinquennat.

Un fait politique essentiellement symbolique, les socialistes pouvant compter sur le soutien des radicaux de gauche au Palais-Bourbon, mais révélateur des graves difficultés rencontrées par la majorité depuis les élections législatives de juin 2012. "Jean-Pierre Maggi, député de la 8ème circonscription des Bouches-du-Rhône (Salon-de-Provence) a quitté le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et a adhéré au groupe RRDP (Radical, Républicain, Démocrate et Progressiste)", a annoncé lundi le groupe RRDP.

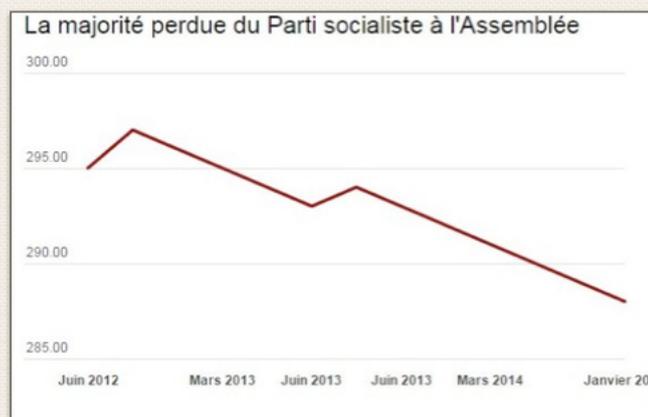
Le groupe de la majorité présidentielle était en danger de perdre sa majorité bien avant cette décision du député Maggi. Le départ de Pierre Moscovici pour Bruxelles et la législative partielle prévue dans le Doubs les 1er et 8 février prochains pourraient coûter un nouveau siège au PS qui, au fil des mois et des évictions, a vu ses rangs se clairsemer au Parlement.

LA VAGUE ROSE MAIS...

A l'issue du second tour des élections législatives, le Parti socialiste fait un carton plein. Alors qu'il préside déjà le Sénat, il conquiert logiquement l'Assemblée nationale fort d'un groupe de 295

députés qui va porter le député Bruno Le Roux à sa présidence.

Voici les étapes d'un long chemin de croix.



Mais dès le début, cette majorité absolue est plus fragile qu'elle n'en a l'air. En réalité, seuls 279 députés sont directement affiliés au Parti socialiste. 16 députés sont en fait des apparentés d'outre-mer ou des alliés du MRC de Jean-Pierre Chevènement.

Autre hypothèque qui va lourdement peser sur le rapport de force droite-gauche, plusieurs scrutins vont être invalidés par le Conseil constitutionnel, renvoyant des députés socialistes devant leurs électeurs en 2013 alors que l'impopularité du gouvernement pèse déjà lourdement sur les intentions de vote.

LE JEU DES INSCRITS

Depuis le début du quinquennat, le groupe SRC subit les allers et retours de députés qui viennent et repartent au gré des remaniements et des changements d'humeur. Dès juillet 2012, le groupe socialiste progresse de deux sièges grâce à la nomination de Cécile Duflot au gouvernement. Sa suppléante étant socialiste, elle s'inscrit logiquement au sein du groupe SRC. Un député de Wallis-et-Futuna choisit lui aussi de s'inscrire au groupe socialiste en tant qu'élu apparenté. L'élection de cet élu sera de toute façon invalidée par le Conseil constitutionnel. Mais son successeur, bien qu'issu du centre-droit, rejoindra lui aussi les rangs de la majorité parlementaire.

Fatalement, lorsque Cécile Duflot quitte le gouvernement en avril 2014, elle retrouve son siège de députée et rejoint le groupe écologiste, ce qui prive le PS d'un siège.

Le mécontentement à l'égard de la politique du gouvernement est un autre facteur de recul pour le

groupe majoritaire à l'Assemblée. Deux députés PS, Jérôme Lambert en mars 2014, puis Jean-Pierre Maggi en janvier 2015, ont claqué la porte pour rejoindre le Parti radical de gauche en signe

LA DECRUE DES LEGISLATIVES PARTIELLES

Depuis la vague rose de 2012, le Parti socialiste a perdu l'intégralité des élections législatives partielles dans lesquelles il s'est engagé. En comptant celle provoquée par la démission de Jérôme Cahuzac, les législatives partielles ont coûté l'équivalent de 5 sièges à la majorité, dont deux dans les circonscriptions des Français de l'étranger marquées par une très forte abstention.

Dans la plupart d'entre elles, le candidat du Parti socialiste a été éliminé au premier tour au profit de l'UMP et de l'UDI (vainqueur dans 100% des cas) et du Front national qui a souvent frôlé l'exploit.

La prochaine législative partielle dans la 4e circonscription du Doubs où siégeait jusqu'alors Pierre Moscovici pourrait coûter un nouvel élu à la majorité socialiste. Le Front national, qui y réalise ses meilleurs scores du département, y nourrit de grands espoirs.

LE POIDS DES SCANDALES

Trois sièges ont été perdus par le groupe socialiste en raison de scandales politiques ou financiers. Nous l'avons dit, à cause de son compte bancaire à l'étranger, le ministre Jérôme Cahuzac sera contraint de quitter le gouvernement puis l'Assemblée nationale en 2013. Le PS sera éliminé au premier tour dans sa circonscription de Lot-et-Garonne.

S'il a dû quitter le gouvernement en raison de sa "phobie administrative" et fiscale, le député PS Thomas Thévenoud a en revanche refusé de démissionner de son poste parlementaire. Exclu du groupe, il siège désormais parmi les non-inscrits au côté d'une autre élue socialiste, elle aussi exclue. Il s'agit de la députée Sylvie Andrieux, condamnée à 100.000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité en appel pour détournement de fonds publics.

Elle aussi siège parmi les non-inscrits dans l'attente de son pourvoi en cassation.

UNE MAJORITE VIRTUELLE

Même s'il était parvenu à éviter ces tracasseries

démocratiques, le groupe socialiste n'a de toute façon été majoritaire que d'un point de vue strictement symbolique.

Car la discipline n'a pas toujours été le fort de ce groupe parlementaire, traversé par une crise profonde animée par l'aile gauche du PS, les députés frondeurs du mouvement "Maintenant la gauche", rejoints par les députés proches d'Arnaud Montebourg et de Martine Aubry.

En 2014, les "frondeurs" ont ainsi donné des sueurs froides au groupe SRC en choisissant l'abstention sur les textes emblématiques traduisant en actes le pacte de responsabilité porté par le premier ministre Manuel Valls. Au nombre d'une grosse trentaine, les frondeurs menacent de récidiver en 2015 en visant cette fois-ci la loi Macron. Comme quoi, avec ou sans majorité absolue, le Parti socialiste est devenu depuis longtemps tributaire du soutien de ses alliés du Parti radical de gauche.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Un frondeur socialiste livre son carnet de bord

Sébastien Crépel



Avec "Tout avait si bien commencé", le député PS Jean-Marc Germain raconte, dans son livre écrit sous la forme d'un « journal » à paraître aujourd'hui, le cheminement qui l'a conduit avec d'autres à

à entrer en désobéissance

Aujourd'hui, il assume. Après avoir longtemps «refusé d'être affublé de cette étiquette», Jean-Marc Germain accepte désormais d'être désigné comme un député PS «frondeur». Comme une prise de conscience de la distance désormais durablement installée entre un groupe de députés dont il fait partie et les orientations économiques du gouvernement Valls. Le député des Hauts-de-Seine, proche de Martine Aubry (et compagnon de la maire de Paris Anne Hidalgo, comme il le rappelle dans son livre), revient en détail sur la genèse de ce divorce inédit au sein d'une majorité parlementaire dans un livre en forme de «journal d'un frondeur». L'auteur y déroule, comme dans un vrai journal personnel, le récit des épisodes ayant jalonné ce «bras de fer avec l'exécutif» jamais prémédité, mais qui, pour le comprendre, demande de se «replonger en arrière, dans les deux premières années du quinquennat, et même dans celles qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de François Hollande», depuis le congrès de Reims de 2008. L'auteur y décrit «l'irrésistible ascension» de la gauche dans les années Sarkozy, puis la «victoire sans appel» de 2012 et enfin l'«inexorable glissade dans l'impopularité» à laquelle a conduit le renoncement aux engagements.

Une trame construite à rebours dans le livre, qui débute par les épisodes les plus récents, du 25 mars 2014 – date de la défaite du premier tour des municipales – au 16 septembre 2014 lorsque, pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, «plusieurs dizaines de parlementaires (ont) refusé d'accorder la confiance à un gouvernement constitué de ministres (...) de leur formation politique», le gouvernement Valls II. Entre les deux, six mois racontés comme une épopée qui ont amené l'auteur, avec d'autres, à franchir «le Rubicon de la consigne de vote», un sacrilège au PS. «À un moment, j'ai décidé d'utiliser mon vote pour dire non ! Ce fut un déchirement : jamais je n'aurais pensé en arriver là», écrit Jean-Marc Germain. Un récit de la désobéissance au jour le jour, dont les débouchés restent encore à inventer.

Tout avait si bien commencé, de Jean-Marc Germain. Éditions de l'Atelier, 192 pages, 16 euros.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

La gauche du PS propose sa « contre loi Macron »



Et si on sortait du « toujours plus » libéral pour remédier à la crise ? Afin de répondre à la très décriée Loi Macron (lire ici ou là) qui arrive à l'Assemblée nationale ce lundi, Vive la gauche, le collectif créé par les députés frondeurs du PS, a établi une série de propositions alternatives pour relancer l'économie. Des mesures « qui respectent et prolongent les engagements pris en 2012 », précise Vive la gauche, qui entend montrer qu'à l'encontre du dogme libéral l'alternative existe.

Ce programme économique de l'aile gauche du PS comprend (pour lire le détail des propositions, cliquez ici) la mise en œuvre d'une réforme bancaire afin de réduire les pratiques spéculatives ou de lutter contre les paradis fiscaux. Il s'agirait aussi de « mobiliser une partie des sommes affectées au pacte de responsabilité directement vers l'investissement et à la compétitivité hors-coût », en fusionnant le CICE et le Crédit Impôt Recherche et en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réinvestis dans l'entreprise.

L'aile gauche propose également d'encourager l'innovation, en misant sur la transition énergétique ou en investissant dans le numérique. Mais aussi d'entreprendre une réforme sur le logement ou de développer les crèches. Toute ressemblance avec le programme présidentiel d'un certain François Hollande...

politis.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Les routiers ont repris les blocages en France



Par Challenges.fr

Les actions des syndicats de routiers sont ciblées pour pénaliser les patrons et non les particuliers. Ils réclament toujours des hausses de salaire.



Des routiers en grève, lundi 19 janvier 2015. (KENZOTRIBOUILLARD/AFP)

Les routiers ont mis à nouveau en place lundi 26 janvier, après un week-end de pause, des blocages de sites industriels et de logistique, pour pousser le patronat à revenir à la table des négociations salariales.

Ils visent des sites logistiques et les grosses entreprises adhérentes des organisations patronales, qui refusent de renouer le dialogue avec les syndicats depuis la dernière séance de négociation mardi.

"On bloque les zones pour empêcher les camions de sortir et même de rentrer", a indiqué Jérôme Vérité (CGT).

Près de l'aéroport de Nantes-Atlantique, une cinquantaine de militants syndicaux se sont ainsi postés sur la zone industrielle de Saint-Aignan Grandlieu vers 5H00, selon Thierry Mayer (CGT).

De nombreux camions étaient bloqués lundi matin aux différents ronds-points de la zone industrielle, ainsi que toutes les entreprises de logistique autour de l'aéroport, d'où les poids lourds ne sont pas sortis, a constaté un photographe de l'AFP.

Le but est de "toucher au porte-monnaie de deux acteurs principaux (ndlr, Charles André et Norbert Dentressangle) de la FNTR (organisation patronale) qui n'appliquent que les minima sociaux et freinent les discussions pour l'amélioration de la convention collective", a

expliqué M. Mayer.

Des blocages partout en France

Une cinquantaine de grévistes CGT, FO, CFTC empêchent les poids lourds de sortir de la zone industrielle d'Ifs, près de Caen, où sont basées plusieurs sociétés de transport routier (STEF, Rivière, Vire transport, transports Nicole), a constaté un photographe de l'AFP.

Par ailleurs, des salariés de la plateforme logistique de Système U, présente sur cette zone, se sont également mis en grève.

Près de Chambéry, dans la zone industrielle de Bissy, les routiers se sont mobilisés dès dimanche 22H, selon leurs représentants. Lundi matin, une quarantaine d'entre eux bloquaient une trentaine de camions à l'entrée de la zone, d'où les poids lourds ne pouvaient pas non plus sortir, selon Antoine Fatiga (CGT).

Autour de Dunkerque, les accès à l'ancienne raffinerie de Mardyck et au Dépôt de pétrole côtier (DPC) de Saint-Pol-sur-Mer, sont restés fermés, selon FO.

A Bordeaux, une société de transport appartenant au représentant régional de la FNTR, la société Lacassagne qui "ne transporte pas de denrées périssables", est dans la ligne de mire depuis 07H00, a indiqué le responsable de la CGT Gironde, Marc Rosa.

Selon les syndicats, des actions sont aussi organisées à Angers et Compiègne. D'autres sont en place ou en cours de mise en place à Clermont-Ferrand, Montpellier et Toulouse, notamment.

Une augmentation de 5%

A Rennes, les chauffeurs routiers doivent se réunir lundi après-midi pour décider d'une éventuelle action mardi matin qui ciblerait de grosses entreprises, selon la CGT.

Après un week-end de pause, l'intersyndicale (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC) a repris un mouvement visant à obtenir une augmentation salariale de 5% pour tous les salariés du transport routier.

La CFDT prévoit de mener à son tour des actions à partir de mercredi.

Les fédérations patronales assurent ne pas être "en

capacité" d'aller au-delà de ce qu'elles ont consenti durant les négociations, soit 1 à 2% d'augmentation selon les coefficients, alors qu'un tiers des entreprises du secteur sont dans une situation "critique".

(avec AFP)

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Sarkozy peine à s'imposer comme leader naturel de l'UMP

Mal à l'aise dans le costume de simple chef de parti, l'ex-chef de l'État n'arrive pas à faire face à un Hollande qui s'est enfin "présidentialisé".



Nicolas Sarkozy et la difficile mission de rassembler l'UMP. © MICHEL STOUPAK / CITIZENSIDE

Nicolas Sarkozy s'évertue à rassembler l'UMP, mais l'ex-chef de l'État peine à s'imposer comme le leader naturel de son camp, face à un pouvoir socialiste sorti renforcé de la période post-attentats. Apparemment mal à l'aise dans le costume de simple chef de parti, même ses amis ne le reconnaissent plus. "Qu'arrive-t-il à Nicolas Sarkozy ?" se demandent-ils. Où est passé l'homme de la "transgression", celui qui "imposait le débat", lors de sa première présidence de l'UMP, entre 2004 et 2007 ?

"Sarkozy est devenu l'homme de la synthèse à l'UMP, alors qu'avant c'était un guide", déplore un élu francilien, pourtant sarkozyste convaincu. "Et il s'est laissé piéger par François Hollande et son unité nationale d'après les attentats", se désespère-t-il. Se remémorant la prestation "loupée" de Nicolas Sarkozy au JT de France 2, le 21 janvier, le même regrette que "tout ce que Sarkozy a trouvé à proposer, c'est le retour des heures supplémentaires".

"Il n'a plus la main"

"Aujourd'hui, celui qui fait le débat, c'est Manuel Valls. Avec sa dénonciation de l'apartheid dans les banlieues, il a fait un très beau coup ! La majorité des Français est d'accord. Tout le monde en parle, même si ce n'était peut-être pas le mot le plus juste", dit-il.

Résumant la pensée de nombre de responsables UMP interrogés par l'Agence France-Presse, un ancien ministre assure : "Sarkozy peine à se débarrasser de ses habits d'ancien président. Ça l'empêche de faire de la politique. Il n'a plus la main, il en souffre. D'autant que Hollande s'est enfin présidentialisé grâce à sa gestion de la situation après les attentats. »

Querelles internes à l'UMP

"Sarkozy paie également une erreur de stratégie", croit savoir un autre élu francilien. "Ça valait le coup de prendre le parti si ça réglait la question du leadership. Mais ce n'est pas le cas, car après les 30 % des voix remportées par Bruno Le Maire à la présidence de l'UMP et au vu des bons sondages d'Alain Juppé, Sarkozy, qui se voyait revenir comme chef incontesté, a dû accepter une primaire ouverte pour 2017", explique-t-on.

Du coup, chacun joue sa carte pour cette échéance - Alain Juppé, François Fillon, Xavier Bertrand, peut-être Bruno Le Maire, voire Nathalie Kosciusko-Morizet - en évitant de faire des vagues, pour ne pas se voir accusé d'être le diviseur. Tout n'est pourtant pas si noir en Sarkozie, analysent d'autres responsables UMP. La fameuse "synthèse", décriée par les uns, est vantée par d'autres qui savent gré au président de l'UMP d'avoir su mettre fin aux querelles internes en "réussissant le rassemblement".

Changement de nom

"Tout le monde assiste au bureau politique ou à la commission exécutive. Chacun peut s'exprimer, il n'y a plus de voix discordantes", assure-t-on. Pour l'heure, chacun à l'UMP espère faire des départementales de mars un succès pour le parti. Nicolas Sarkozy pourrait également se rendre dans le Doubs entre les deux tours de l'élection législative partielle à venir.

Des groupes de travail préparent le prochain congrès, qui se tiendra "non en avril comme prévu, mais plus tard, en tout cas avant l'été", au cours duquel sera acté le nouveau nom du parti,

qui ne figurera donc pas sur les tracts aux départementales comme cela avait également été envisagé.

"Sympathisants à un euro"

La commission chargée de la primaire avance à grands pas sous la supervision de Thierry Solère, proche de Le Maire. Tous les Français inscrits sur les listes électorales pourront y participer, après avoir payé deux euros et signé une charte dans laquelle ils reconnaissent "adhérer aux valeurs de la droite et du centre".

Autre cheval de bataille de Sarkozy : les nouveaux adhérents, vus par lui comme autant de soutiens à la primaire. Il table sur 200 000 à 300 000 nouvelles têtes d'ici à 2016. "Plusieurs niveaux d'adhésion" sont envisagés, entre les militants à part entière et les "sympathisants à un euro" de cotisation par an pour ceux peu disposés à s'engager totalement. "Finalement, si Sarkozy réussit à remporter la primaire, il redeviendra notre chef à tous. Il n'y aura alors qu'une seule ligne, la sienne", espère un ancien ministre.

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU



A Suivre...
La Presse en Revue